

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des procédures environnementales

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société LONGWY METAUX de régulariser la situation administrative de l'installation de traitement, de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux qu'elle exploite à VILLERS-LA-MONTAGNE, de suspendre les activités exercées illégalement et d'évacuer les déchets dépassant les seuils fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation et notamment ceux entreposés sur le terrain exploité illégalement

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

N° 2016-0034

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-7 et L.171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié autorisant la société LONGWY-METAUX à exploiter une installation de traitement, de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de VILLERS LA MONTAGNE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0442 du 2 décembre 2013 actualisant le recensement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquant à l'installation susvisée, figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 ;

Vu les constatations faites par l'inspection des installations classées de la DREAL le 8 décembre 2015 lors de la visite de contrôle du site exploité par la société LONGWY METAUX à VILLERS-LA-MONTAGNE, et consignées dans son rapport PP/TC/NW/1023-215 en date du 13 janvier 2016 ;

Considérant que l'inspection des installations classées, le 8 décembre 2015, a constaté que la société LONGWY METAUX a procédé à une extension substantielle de son installation de traitement, de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux, en volume et en surface (au-delà des 400 m² pour la rubrique 2713 et des 820 m³ pour la rubrique 2714) et notamment sur un terrain se situant en dehors du périmètre du site autorisé par l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié, sans avoir déposé un dossier de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement comme l'impose son article R. 512-33 ;

Considérant que l'inspection des installations classées, le 8 décembre 2015, a constaté que la société LONGWY METAUX exerce une activité de broyage de déchets de bois soumise à autorisation au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées, sans disposer de ladite autorisation ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CS 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 - Télécopie 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Considérant que l'article L. 171-7 du code de l'environnement prévoit qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations sont exploitées, des activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise en application des dispositions du présent code, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'article L. 171-7 du code de l'environnement prévoit également que l'autorité administrative compétente peut édicter des mesures conservatoires et suspendre le fonctionnement des installations ou activités jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation ;

Considérant qu'il convient par conséquent, en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative des installations classées exploitées illégalement, sans l'autorisation requise, de suspendre ces activités au-delà des volumes et surfaces de déchets dont l'entreposage est permis par l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié en particulier en dehors du périmètre du site autorisé, et d'évacuer lesdits déchets entreposés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation ;

Considérant que le non-respect des dispositions réglementaires susvisées est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE :

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société LONGWY METAUX, représentée par son gérant Monsieur Philippe DELPORTE, établie route d'Hussigny à VILLERS-LA-MONTAGNE, est mise en demeure d'adresser au Préfet, **dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et régulier conforme aux dispositions des articles L. 512-1 et R. 512-2 à R. 512-10 du code de l'environnement, en vue de régulariser la situation administrative de son installation de traitement, de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux exploitée à la même adresse compte tenu :

- des dépassements des seuils d'autorisation fixés pour les rubriques 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- de l'exploitation illégale d'une unité de broyage de déchets bois sur un terrain contigu (parcelle n° 33) au périmètre de l'installation autorisé par l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié.

Article 2 : Suspension de l'activité

L'acceptation de tout nouveau déchet dans l'installation désignée à l'article 1^{er} du présent arrêté au-delà des conditions imposées par l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié, est suspendue **dès notification du présent arrêté**.

Article 3 : Evacuation et élimination des déchets entreposés illégalement

L'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté est mis en demeure, dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, d'évacuer ou de faire évacuer vers des installations de traitement ou d'élimination dûment autorisées à cet effet, tous les déchets entreposés, reçus et déposés au-delà des seuils fixés par l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié et notamment ceux situés sur le terrain contigu à l'installation (parcelle n° 33) et dont l'exploitation n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2000-211 du 9 mai 2000 modifié.

L'exploitant devra communiquer à l'inspection des installations classées, **au plus tard dans la semaine qui suivra l'évacuation de ces déchets**, les justificatifs de leur prise en charge par une installation dûment autorisée à les recevoir, à les traiter ou à les éliminer ainsi que les bordereaux de suivi de ces déchets dûment remplis et signés par l'exploitant de l'installation concernée.

Article 4 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BRIEY, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la Société LONGWY METAUX

Et dont copie sera adressée :

- au maire de VILLERS-LA-MONTAGNE.

NANCY, le **22 FEV. 2018**

le préfet,
Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,
M. François RAFFY

